

# UN PROBLEME D'IMMIGRATION

Les journaux ministériels et certains personnages qui se disent importants, — et dont quelques-uns le sont, — parlent sans cesse de la nombreuse immigration vers le Canada qui se fera, dès la guerre finie, et qui devra porter à dix ou douze millions, en moins, de trois ans, le total de notre population.

Le directeur du *Devoir* a dit, la semaine dernière, ce qu'il pense d'une telle politique d'immigration, expédient de nos gouvernants pour tâcher, la guerre close, d'éviter la crise économique qui devra se déchaîner dans le pays. Nous envoyons actuellement hors du pays des milliers et des centaines de milliers de Canadiens pour remplacer ensuite ceux qui ne reviendront pas par d'autres milliers d'immigrés, pour lesquels le Canada ne sera qu'un lieu de refuge. On ne saurait imaginer politique plus imprévoyante et plus absurde.

À l'heure actuelle, tous ceux qui, de près ou de loin, s'intéressent à l'immigration se demandent quelle sera l'issue d'une telle politique et si elle donnera de meilleurs résultats que celle pratiquée pendant des années par nos gouvernants, soit conservateurs, soit libéraux, et qui a posé tant de problèmes de solution difficile, au pays, dès avant la guerre. Et la réponse s'impose : à moins que nos gouvernants n'assoient leur nouvelle politique d'immigration sur ce principe, que la qualité des immigrants et leur aptitude à se suffire à eux-mêmes doivent être d'abord considérées, et non pas en quel nombre ils peuvent se présenter ici, ils feront de graves erreurs, et préjudiciables à l'avenir du pays.

La *Gazette* de ce matin, dans un cablogramme de Londres, annonce que le commissaire David Lamb, du bureau d'immigration de l'Armée du Salut, en Grande-Bretagne, est en route pour le Canada, où il doit venir consulter le ministre Borden sur l'à-propos d'un projet à lui, qui pourvoirait à l'établissement, chez nous, des femmes et des enfants des soldats anglais tombés sur le champ de bataille. Interviewé avant son départ, M. Lamb se serait exprimé en ces termes-ci :

Nous reconnaissons bien que le Canada aura à s'occuper des veuves et des familles de ses soldats tombés, mais ses grandes ressources et la demande persistante qu'il y a pour de la main-d'oeuvre féminine et des servantes semblent devoir lui permettre de résoudre ce problème sans difficulté économique sérieuse." Ceci est faire table rase, et prestement, d'une des questions les plus graves qui se présenteront à l'attention de nos dirigeants, à l'issue de la guerre. Mais M. Lamb poursuit : " Il n'y a aucun danger que la métropole se décharge sur le Dominion d'une part de ses obligations et il n'est pas possible que les veuves et les familles de soldats morts, émigrées au Canada, deviennent une charge pour celui-ci, parce que plusieurs touchent des pensions. Les familles des hommes qui se seront sacrifiés pour "Empire devront être une addition de grande valeur à l'immigration d'origine anglaise, addition d'autant plus désirable si l'on veut que s'accomplissent les projets les plus récents d'un Empire majestueux et solide. "

Tout cela est assez gradiloquent. Et ce mélange de fausse économie politique, de sentiment et d'imperialisme anglo-saxon pourra peut-être persuader à certaines gens que, de fait, nous devons accueillir ici à bras ouverts les familles des soldats morts pendant la guerre. Il y a autre chose, toutefois. Si l'on veut faire du Canada une nation solide, si l'on veut diminuer ou plutôt ne pas trop augmenter les charges publiques déjà considérables et qui s'accroissent chaque mois du fait de la guerre, il faut envisager à la seule lumière de la raison notre politique d'immigration d'après-guerre.

Or, celle-ci terminée, le Canada aura à soutenir plusieurs milliers de familles de ses soldats morts sur le champ de bataille pour la cause anglaise; il déboursera de 25 à 40 millions par an pour pensions aux invalides ou aux familles privées de chefs. Convient-il qu'il prenne alors le risque de recevoir ici des milliers de familles anglaises sans chef, des dizaines de milliers d'orphelins encore incapables de gagner leur vie, et qui n'auront presque qu'une faible pension du gouvernement anglais pour tout bien, à leur arrivée ici? Et ne comprend-on pas que bientôt, vu le coût de la vie élevé chez nous et le retour de milliers de soldats du front, gens auxquels il faudra trouver de l'emploi, ces familles veuves d'Angleterre sans gagne-pain et sans

chef se trouveront à devenir à charge à l'Etat ? C'en serait une ajoutée à tant d'autres que nous aurons déjà peine à supporter.

• • •

Le projet de M. Lamb peut partir d'un bon coeur, encore qu'à certains indices on y puisse reconnaître plutôt le fruit de cette habileté qu'ont certains Anglo-Saxons de se décharger sur d'autres d'un fardeau qui incomberait normalement à leur nation. Il mérite que nos gouvernants l'examinent à fond, à la lueur des seuls intérêts canadiens. On ne concevrait guère, outremer que, la guerre finie, nous exportassions en Angleterre les familles de nos soldats tombés au front et qui étaient originaires des Iles Britanniques. Et Londres aurait tôt fait de nous dire: "Gardez ces gens chez vous, c'est à vous de les soutenir", si ces familles étaient au Canada depuis plus de trois ans, délai maximum pour la déportation des immigrés. De même aussi, il ne faudrait pas que nos gouvernants se laissassent emporter par des considérations sentimentales ou jingoës et permissent à des milliers de familles de soldats morts pour l'Angleterre de venir se faire soutenir ici par l'Etat. L'Angleterre a engagé leurs chefs, ils seront morts pour elle, ce sera à elle de pourvoir à leurs besoins. C'est bien assez que, pendant des années, nous ayons accueilli ici les rebuts de la *Salvation Army* et de la *Church Army* et que, de ce temps-ci, l'Etat canadien verse à des soldats récemment venus d'Angleterre au Canada, puis engagés dans nos forces expéditionnaires, une solde que, à proprement parler, il incomberait au *War Office* anglais de leur payer, et que l'on paie à leurs familles, à même le fonds patriotique canadien, des secours que la métropole devrait leur accorder. Que celle-ci, au moins, soutienne les siens, la paix signée !

Georges PELLETIER.